Voix plurielles

Volume 3, Numéro 1 : mai 2006

Vesna Adamoska

La Francophonie en Macédoine

Citation MLA : Adamoska, Vesna. «La Francophonie en Macédoine.» *Voix plurielles* 3.1 (mai 2006).

La Francophonie en Macédoine

Vesna Adamoska
Université McMaster

Mai 2006

Résumé

La francophonie en Macédoine est vivante et bien représentée. Les moments difficiles que la Macédoine a dû traverser, dans son histoire lointaine et récente, ont toujours été une occasion pour la France de manifester sa solidarité et l'intérêt qu'elle porte à la paix et à la stabilité du pays et de la région balkanique tout entière. Depuis l'indépendance de la République de Macédoine, la France et la Macédoine entretiennent des relations d'amitié et de coopération qui ont favorisé l'apprentissage du français et qui expliquent que la Macédoine bénéficie du statut de membre associé de la Francophonie.

Malgré son nom célèbre, la Macédoine demeure un des pays d'Europe les plus mal connus. La République de Macédoine est l'État le plus nouveau, apparu sur la scène européenne en 1991, après l'effondrement de l'ex-Yougoslavie. C'est un pays enclavé dans la péninsule balkanique, (superficie d'environ 26,000 km² et population d'un peu plus de 2 millions d'habitants), limité au nord par la Serbie, à l'est par la Bulgarie, au sud par la Grèce et à l'ouest par l'Albanie. Simplement, la Macédoine représente le cœur des Balkans.

Si beaucoup ignorent où se trouve ce nouveau pays, presque tout le monde connaît la Macédoine d'Alexandre le Grand, du 4^e siècle av. J. C. L'ancien royaume de Macédoine fut fondé au 7^e siècle av. J. C. par le roi Perdica. Alexandre I, allié avec les Perses dans la guerre contre la Grèce, parvint à agrandir son royaume. Mais ce sont Philippe II et son fils Alexandre III, dit «Le Grand» (ou «Le Macédonien»), qui marquent l'histoire de l'Antiquité en dominant la région. Alexandre envahit la Perse avec l'aide des troupes grecques, des Illyriens et des Thraces. Ses victoires mettent fin à l'Empire Perse et étendent l'Empire de Macédoine jusqu'en Égypte et en Inde. Après la mort d'Alexandre le Grand, ses généraux et ses fils se partagent le royaume. L'Empire de Macédoine se décompose en plusieurs dynasties. Après la défaite de Pydna en 168 av. J. C., la Macédoine est incorporée à l'Empire Romain et divisée en deux parties, Macedonia Prima et Macedonia Salutaris. Au début du 6^e siècle, des tribus slaves envahissent la région et les trois siècles suivants sont marqués par des invasions d'autres tribus, parmi lesquelles et les tribus bulgares. Le roi des Bulgares entame une campagne de conquête de la Macédoine en 806, tandis que la deuxième moitié de ce siècle est marquée par l'évangélisation orthodoxe de la population.

En 1389, les Turcs s'installent dans les Balkans et la Macédoine, avec les autres pays des

Balkans, devient une province de l'Empire Ottoman. Elle est divisée en deux départements: Monastir (Bitola) et Salonique (Solun), selon les noms des deux plus grandes villes de Macédoine à cette époque. Les Turcs y sont restés plus de 500 ans. Pendant cette période, des rébellions ont eu lieu, mais on peut dire que le 19^e siècle est la période où se réveille le sens national dans les Balkans. C'est l'époque où les insurrections contre l'opresseur ottoman deviennent plus fréquentes et plus intenses. Pendant ce même siècle, la France représente le pays de la liberté et de refuge pour les enfants des riches familles macédoniennes, qui choisissent les écoles de Paris, Strasbourg, ou bien les écoles francophones en Suisse pour y faire leurs études. Ainsi, la francophonie commence, peu à peu, à s'installer sur le terrain macédonien et la France prend un rôle de plus en plus important en Macédoine et dans les Balkans.

Pendant les années 1850, Bitola, la plus grande ville entre Vienne et Salonique, est considérée comme le plus grand centre économique, administratif, militaire et culturel de l'Empire Ottoman, ce qui incite les grandes puissances européennes à y ouvrir des consulats. La France est le deuxième pays (l'Autriche-Hongrie est le premier) qui y installe son consulat, et après suivent la Russie, la Grande-Bretagne, la jeune Serbie et d'autres. En 1912, la Macédoine est le seul territoire balkanique resté encore sous la domination turque, ottomane. Ses voisins, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce constituent une alliance militaire pour éliminer le pouvoir turc dans les Balkans. Après la défaite des Turcs au cours de la Première guerre balkanique (1912-1913), les appétits conquérants des pays alliés envers la Macédoine ne coïncident pas. Les Grecs souhaitent élargir leur pays, qui est tout petit, en conquérant la Macédoine, tandis que les Serbes veulent effectuer une poussée vers l'Est en prenant des territoires convoités par la Bulgarie. Les trois pays ne réussissent pas à se mettre d'accord sur le partage de la Macédoine. Les Bulgares, qui ont un appétit plus gros que les autres, ont foncé sur les Serbes et les Grecs, et c'est la Deuxième guerre balkanique, en juin 1913. Elle va durer seulement deux mois. Le résultat de la guerre est fatal pour la Macédoine. Elle doit renoncer à son autonomie, d'autant plus que les aspirations des voisins sont appuyées par les Grandes Puissances.

Par le Traité de paix de Bucarest, le 10 août 1913, le territoire de la Macédoine est partagé. Les conséquences de ce partage sont graves et de longue durée du point de vue de l'unité ethnique du peuple macédonien et de l'intégrité territoriale de la Macédoine. En vertu du Traité de Bucarest, la Grèce s'empare de 51% du territoire macédonien (ce qu'on appelle Macédoine Égéenne, avec la ville de Salonique), la Serbie 38% (la Macédoine du Vardar) et la Bulgarie prend le plus petit tronçon, 10%, celui de la Macédoine du Pirin. Ainsi, les voisins ont pris chacun leur part du gâteau et pour la Macédoine, il ne reste que le nouveau synonyme de poudrière des Balkans. Les représentants du peuple macédonien, organisés en colonie macédonienne à St. Pétersbourg, adressent des mémoires et des appels aux gouvernements des Grandes Puissances et des pays balkaniques, et aussi au public européen, les priant d'empêcher le partage du territoire macédonien et de permettre la constitution de la Macédoine comme État libre et indépendant, dans le cadre de ses limites ethno-géographiques.

Tous ces appels restent sans réponse, la Macédoine se retrouve toute seule devant ses ennemis. Pas une des Grandes Puissances n'a appuyé la Macédoine et le peuple macédonien. Seule la France s'est avancée en sa faveur, en exposant directement, et cela après la Première Guerre Mondiale, sa vision relative à la formation d'un État macédonien sur le territoire compris entre la Bulgarie,

la Grèce, la Serbie et l'État albanais nouvellement créé, avec la justification qu'il s'agissait d'une condition indispensable pour établir la paix dans cette région. La France considère que par la création de l'État macédonien, on neutraliserait les aspirations conquérantes des pays balkaniques voisins envers la Macédoine.

Son intervention n'est pas un hasard. En effet, la France devenait de plus en plus présente et active sur la scène balkanique et surtout en Macédoine. Avant le déclenchement de la Première Guerre Mondiale une école française fut ouverte à Bitola. Si on sait qu'à cette époque-là chaque nationalité habitant en Macédoine ouvre sa propre école à Bitola, on dira qu'une école française, parmi les écoles serbes, bulgares, grecques, roumaines (fréquentées par leurs nationalités) ne signifie pas grand chose. Mais, si on dit que pas un Français n'habitait à Bitola à cette époque et que ce sont donc des Macédoniens qui fréquentent cette école française et qu'elle fonctionnera jusqu'au début de la Deuxième Guerre Mondiale, on comprendra bien son importance et celle de l'apprentissage de la langue française. Il n'y a peut-être pas de Français à l'école française, mais on peut les rencontrer en Macédoine pendant la Première Guerre Mondiale, combattant sur le front Est-Sud/Est, qui s'étend de Strouma jusqu'à Durrës en Albanie. Encore aujourd'hui, 14 000 combattants français selon les uns, 18 000 selon les autres, reposent dans les cimetières, appelés « français » à Skopje et à Bitola. Chaque année, on organise une commémoration le jour de l'Assomption, le 15 août, en leur mémoire.

En 1918, la Serbie, la Croatie et la Slovénie s'unissent pour former le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Étant donné qu'après le Traité de Bucarest, la Serbie englobe le territoire de la Macédoine du Vardar, il est facile de constater que ce territoire est aussi entré dans le Royaume, mais non pas comme partenaires avec des droits égaux, comme l'étaient la Serbie, la Croatie et la Slovénie, mais comme partie intégrante de la Serbie où la langue officielle était le serbe. En 1929, ce Royaume prend le nom de Yougoslavie.

Après la Deuxième Guerre Mondiale, le régime communiste dans plusieurs pays des Balkans créa une nouvelle configuration politique. Le parti communiste yougoslave fit un projet de réunification des trois parties de la Macédoine au sein d'une fédération balkanique et non pas seulement yougoslave. Ce projet fut malheureusement abandonné après la rupture des relations de la Yougoslavie avec Moscou, en 1948. En 1945, la création par Tito de la République fédérale de Macédoine, correspondant au territoire de la Macédoine du Vardar, offre pour la première fois un cadre politique à l'identité nationale macédonienne. Même si elle reste placée sous contrôle yougoslave, cela constitue un événement très important de l'histoire macédonienne parce que Tito a reconnu l'existence de cette nouvelle entité, non seulement face aux Grecs, mais aussi face aux Bulgares soutenus par Moscou. Ainsi, au moins une partie des Macédoniens, ceux de la Macédoine du Vardar, ont eu la possibilité de constituer leur pays et d'affirmer enfin leur langue et leur culture. À la différence de la Macédoine de Vardar, les deux autres parties de la Macédoine, celle du Pirin et de l'Égée, continuent à exister dans le cadre de la Bulgarie et de la Grèce et le peuple macédonien dans ces deux pays reste opprimé, sans droits et libertés nationaux, culturels, civils. Il est persécuté, maltraité après chaque manifestation du sentiment national macédonien et de la conscience de son appartenance nationale.

La Macédoine connut un développement modeste au sein de la Yougoslavie socialiste et resta la plus petite république de la fédération et la plus pauvre. Pendant cette période yougoslave,

la France était représentée en Macédoine au niveau de la Yougoslavie. Le français était placé à égalité avec l'anglais, sinon plus. Cela signifie qu'il était considéré comme une langue étrangère obligatoire dans l'enseignement, de la même façon que l'anglais, tandis que le russe et l'allemand avaient un rôle inférieur. Avec l'effondrement de l'ex-Yougoslavie en 1991, la Macédoine devient une république indépendante. Cependant, en raison du blocus économique que la Grèce a décrété à son encontre, elle ne sera reconnue par les autres nations sous le sigle anglais FYROM (Former Yugoslavian Republic of Macedonia, ou Ex-République yougoslave de Macédoine) qu'à partir de 1993. En effet, les Grecs lui déniaient le droit d'utiliser le nom de « Macédoine », sous prétexte qu'il n'est pas possible qu'une autre Macédoine existe à côté de « leur » Macédoine. On trouve ce compromis en 1993, quand la Macédoine est admise dans la communauté des nations sous le nom provisoire de Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM) ou bien d'Ancienne République Yougoslave de Macédoine.

La France joue un rôle de premier ordre dans la reconnaissance du nouvel État macédonien par les institutions d'envergure internationale. Le nouvel État rejoint la communauté internationale en devenant membre de l'ONU en 1993, puis du Conseil de l'Europe et de l'OSCE en 1995. En 1997, la Macédoine devient membre observateur de l'Organisation internationale de la francophonie, et en 1999 elle reçoit le statut de membre associé. Elle se trouve confrontée, encore une fois, à des problèmes déjà bien connus, mais aussi à de nouveaux problèmes, issus de sa nouvelle situation. Outre le problème économique apparaît une nouvelle difficulté, cette fois-ci intérieure, celle de ses relations avec sa minorité albanaise. Les Albanais de Macédoine, qui disposent de quelques postes au sein du gouvernement au même titre que d'autres minorités, aspirent à devenir un peuple « constitutif », statut dont ils ne bénéficiaient pas non plus dans la République yougoslave. Leur fort dynamisme démographique et l'afflux d'émigrés en provenance de l'Albanie et du Kosovo nourrissent chez les Macédoniens la crainte que cette minorité ne se transforme un jour en majorité. En 2001, il y eut même des affrontements militaires entre les Macédoniens et les Albanais de Macédoine, qui heureusement prirent rapidement fin grâce à l'action de l'Union européenne. Toutefois, l'absence de la guerre dans ces espaces ne signifie pas que la paix s'y est bien installée.

À travers l'action de l'Union européenne, la France a activement participé à la recherche d'une solution qui permettrait à la Macédoine d'apaiser les tensions survenues lors de la crise de 2001. Le rôle considérable joué par Robert Badinter dans la conception de l'accord - cadre a permis de mettre fin à une vague de violence avant que celle-ci ne prenne une ampleur déjà bien connue ailleurs dans les Balkans, et a contribué à l'ouverture de la voie du dialogue. Cette voie a été poursuivie par les partis politiques, grâce au soutien de la Communauté internationale et notamment celui de l'Union européenne, représentée, au début de l'opération de stabilisation, par ses envoyés spéciaux, François Léotard et Alain Le Roy.

La France essaie aussi d'apporter sa contribution au développement économique et social de la Macédoine. Même si, sur ce plan, les échanges économiques entre ces deux pays restent modestes et se situent principalement dans l'industrie de l'automobile, la sidérurgie, le vêtement et l'industrie agro-alimentaire, ainsi que dans les télécommunications, la présence des investissements français en Macédoine n'est pas négligeable. À l'heure actuelle, il existe une vingtaine d'investissements français, qui pourraient être suivis par d'autres projets, notamment dans le domaine de l'énergie et

du traitement des eaux, des communications et de l'agro-alimentaire. Cependant, les investisseurs français demeurent encore en retrait par rapport à leurs homologues européens ou américains qui ont davantage su mettre à profit les opportunités qu'offre la Macédoine. Les autorités françaises souhaitent qu'il y ait plus d'investissements français en Macédoine, ce qui nécessite un effort d'information des entreprises françaises sur les différentes possibilités économiques qu'offre la Macédoine. Elle dispose en effet de forts nombreux atouts: situation privilégiée en Europe du Sud-Est sur l'axe Grèce - Union européenne, ressources naturelles importantes, main d'oeuvre bien formée, très bon marché et aussi excellente compétitivité des principales industries (agro - alimentaire, métallurgie, textile).

La collaboration entre la France et la Macédoine est bien présente dans d'autres domaines. Ainsi, dans le domaine de la police, on ne peut pas négliger la contribution de la France à la lutte contre le crime organisé. En décembre 2003, la France et la Macédoine (ARYM) ont signé un accord de sécurité intérieure. C'est le premier accord de ce type que le gouvernement macédonien a signé avec un pays de l'Union Européenne. Selon cet accord, la contribution de la France se concrétise par un soutien à la réforme de la police, principalement par la formation et la fourniture d'expertise destinées à des unités spécialisées pour l'intervention, la lutte contre les stupéfiants, la police de l'air et des frontières, les secours et la sécurité civile.

En matière de coopération culturelle et linguistique, le Service de coopération linguistique et éducative de l'Ambassade de France en Macédoine, avec son action de développement de la coopération franco-macédonienne dans les domaines culturel, linguistique, éducatif, universitaire, audiovisuel, scientifique et technique, occupe une place centrale dans un réseau de structures dont l'objectif est la promotion de la langue française en Macédoine.

À part ce Service, les autres structures les plus importantes sont :

- Les deux Alliances Françaises de Bitola mise en place en 2000 et de Tetovo en 2001.
- Les sept sections bilingues françaises introduites dans les lycées des principales villes de Macédoine : Negotino, Tetovo, Bitola, Kumanovo (2) et Skopje (2). Il s'agit de sections où certaines matières sont enseignées complètement en français, au cours de quatre ans.
- Le projet d'introduction précoce au français, mis en place dans quatre écoles pilotes à Tetovo, Kumanovo, Bitola et Skopje.
- Le projet de formation de coordinateurs pédagogiques régionaux pour le français.
- La promotion du français et l'organisation, chaque année, de concours francophones, destinés aux écoles primaires et secondaires.
- Cinq cercles francophones dans les villes de Struga, Kocani, Kumanovo, Kriva Palanka et Kicevo, et deux salles de lecture francophones à Stip et à Prilep.

À part cela, dans les écoles régulières de Macédoine, le français, étudié en tant que langue étrangère, représente 35% au niveau des écoles primaires (l'anglais 57% et l'allemand et le russe 8%). Dans l'enseignement secondaire, 30% reviennent au français comme première langue étrangère (l'anglais 50%) et comme deuxième langue étrangère, le français représente 42% (l'anglais 42%). Suite aux recommandations du Conseil de l'Europe, le Ministère de l'éducation et des sciences de la République de Macédoine est déterminé à poursuivre la politique d'apprentissage de deux langues étrangères. Cette décision sera en faveur de l'enseignement de la langue française et empêchera la tendance de la chute du français dans les écoles où il occupe la position de première

langue, en compétition directe avec l'anglais.

Le Centre culturel français de Skopje, créé en 1974, contribue à la promotion des liens entre la Macédoine et la France, et par là, des liens avec les autres pays francophones. C'est la plus ancienne institution culturelle étrangère toujours active en Macédoine. Dans le cadre de sa mission culturelle, elle dispose de moyens qui lui permettent non seulement d'assurer la diffusion de la culture française et francophone en Macédoine, mais aussi de développer une collaboration régulière entre les artistes et les institutions français et macédoniens. Ses deux filiales, les Alliances françaises de Bitola et de Tetovo, participent aussi à l'action culturelle engagée par le Centre. Depuis sa formation, le Centre culturel français, avec son programme de diffusion de la culture française, a permis à de nombreux artistes français et francophones de différents domaines (mode, théâtre, danse, arts plastiques, musique classique, jazz, musique traditionnelle, mime, poésie, cinéma...) de se présenter au public macédonien. En accord avec le programme de développement et de renforcement de la coopération entre les institutions françaises et macédoniennes, le Centre culturel français favorise les échanges d'artistes et de responsables entre les deux pays, les stages de formation ou les missions d'expertise.

Cette implication de la France correspond, selon les mots de l'Ambassadeur de France en Macédoine, Mme Véronique Bujon-Barre, à sa volonté de préserver la Macédoine comme un pôle de stabilité dans la région balkanique.

Bibliographie

- Ambassade de France en Macédoine. *Présence française: Centre et instituts culturels* [http://www.ambafrance-mk.org/article.php?id_article'272]
- Ambassade de France en Macédoine. *Service de Coopération Internationale de Police* [http://www.ambafrance-mk.org/article.php?id_article'293]
- Chiclet, Christophe et Lory Bernard. *La République de Macédoine: Nouvelle venue dans le concert européen*. Paris / Montréal: L'Harmattan, 1998.
- Comité de liaison pour la solidarité avec l'Europe de l'Est. *Le Centre culturel français de Skopje*. [http://www.colisee.org/article.php?id_article'77]
- Institut de l'Histoire nationale. *Macédoine dans la politique française aux Balkans 1944-1957: La diplomatie française et la Macédoine 1945-1955*. Par D-r. Lazar Lazarov. Skopje, 1998. Août 2005. [<http://www.makedonika.org/Frans2.htm>]
- Institut de langue et de la Culture Françaises. *Macédoine: des classes bilingues porteuses d'avenir*. Par Markova Donka et Etemi Nijazi. [<http://www.fdlm.org/fle/article/335/macedoine.php>]
- Stojanovski D-r A., Katardziev D-r I., Zografski D-r D., Apostolski D-r M. *Histoire du peuple macédonien*. Skopje: Makedonska kniga/ Kultura/ Mislà/ Naša kniga, 1988.
- Wolf, Jean. *La Macédoine déchirée*. Paris: Cujas, 1984.